



MARS

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

NO 149 - 2 MARS 1986

Prix : 2 FRS

TCHAD : LES POPULATIONS



DE

NOUVEAU

MENACEES PAR LA GUERRE

éditorial

SOMMAIRE

Page 2
- Editorial

Page 3
- TCHAD : Les responsabilités de l'impérialisme français dans la guerre

Page 4
- SENEGAL : Le bilan de 1985 est positif selon Diouf. Mais pour qui ?

Page 5
- SENEGAL : Cheikh Anta Diop, chantre du nationalisme culturel.

Page 6
- MALI : Les Immigrés veulent améliorer le sort des villageois.

Page 7
- MADAGASCAR : Vie chère et misère

Page 8
- MARS 86 : Le sort de la classe ouvrière ne réside pas dans les urnes

Page 8/9
- PHILIPPINES : La fin d'une dictature.

ABONNEMENTS

FRANCE : 1 an
- Pli ouvert : 24 F
- Pli fermé : 48 F

ADRESSE

- DUFFAL/Combat Ouvrier. Pour le PAT
B.P. 45
95114 - CLICHY
CEDEX

TCHAD : LES POPULATIONS DE NOUVEAU MENACEES PAR LA GUERRE

Le gouvernement français continue d'envoyer au Tchad ses soldats - officiellement près de mille - et d'importants matériels de guerre pour la mise en place, autour de N'Djaména, d'une force de dissuasion. Dans le même but une autre force de dissuasion est mise en place à Moussoro, ville située à 250 km au Nord Est de N'Djaména.

C'est la quatrième fois que le gouvernement français, qu'il soit de droite ou de gauche, envoie ses soldats réprimer ceux qu'il considère comme rebelles. Mais ces rebelles considérés comme les légions islamiques de Kadhafi qui aident l'ancien dictateur Goukouni ne sont pas plus mercenaires que les soldats français qui aident le dictateur de N'Djaména.

Sous prétexte, cette fois, d'enrayer la "menace libyenne", le gouvernement français vole au secours de Hissen Habré dont le pouvoir est à nouveau menacé par la reprise des combats entre les soldats de celui-ci et les partisans de son rival Goukouni. Dans ce genre d'intervention, ce sont toujours les populations civiles qui en souffrent.

Les bombardements de Ouadi-Doum, dans le nord par l'aviation française et de l'aéroport de N'Djaména par un Tupolev libyen - bombardements dans lesquels chaque partie teste son matériel - suivis du redéploiement des forces françaises ont effrayé la population. A la Capitale, certains habitants, paniqués, ont momentanément fui pour se réfugier à Kousséri, au Nord Cameroun; à Moussoro, quelques uns ont plié bagage, sentant la mort flotter dans l'air.

Et c'est reparti : l'exil, la souffrance, la mort frappent à nouveau à la porte. Une fois de plus les populations innocentes paient ou vont payer de leur vie pour des intérêts qui ne sont pas les leurs : pour le gouvernement libyen, il s'agit coûte que coûte de mettre en place, à N'Djaména, un pouvoir politique à sa solde; pour cela Kadhafi dote les partisans de Goukouni de matériel militaire ultra moderne. Il renforce les bases militaires de Ouadi-Doum et surtout de la palmeraie de Faya-Largeau; il pousse le GUNT à faire la guerre.

Pour la France impérialiste, il s'agit d'aider le régime de la Capitale à se maintenir au pouvoir. Elle ne veut pas que l'on remette en cause un dictateur qu'elle soutient même si Goukouni comme Habré ne remet pas en cause les intérêts français au Tchad.

En volant au secours d'un dictateur en péril, le représentant en chef de l'impérialisme français, Mitterrand, montre en même temps à tous les dictateurs d'Afrique, les Mobutu, Houphouët et compagnie qu'ils peuvent compter sur son aide. Pour rassurer tous ces valets, le gouvernement français est prêt à tuer, à dépenser des millions, voire des milliards de francs CFA par jour.

.../...

Mais quand il s'agissait de venir en aide aux populations affamées comme au Tchad il n'y a pas longtemps, on n'a pas vu autant d'empressement et autant de moyens mis en oeuvre. Que ce soit du côté de l'impérialisme français ou du côté du dictateur libyen Kadhafi. Des tonnes de vivres souffraient aux ports de Apapa ou de Harcourt au Nigéria faute de moyens d'acheminement.

La population tchadienne a besoin de vivres; elle n'a pas de besoin de bombes. Que ces bombes soient signées Mitterrand ou Kadhafi.

TCHAD

LES RESPONSABILITES DE L'IMPERIALISME FRANCAIS DANS LA GUERRE.

A l'occasion de la reprise des combats entre les soldats de Habré et les opposants de celui-ci partisans du GUNT, l'impérialisme français est intervenu de nouveau au Tchad en fournissant au régime en place d'énormes et coûteux matériels de guerre et en mettant à sa disposition au moins mille cinq cents soldats ou plutôt mercenaires français.

Ce n'est pas la première fois que la France impérialiste intervient dans ce pays. Au contraire non seulement elle est intervenue à plusieurs reprises dans le conflit tchadien, mais elle en est la principale responsable. Au niveau de ses responsabilités, elle a par exemple sur le plan politique joué les oppositions ethniques et régionales pendant la période coloniale. Et au moment de l'indépendance elle a d'abord fait accéder au pouvoir des dirigeants "nordistes" avant de changer d'avis pour favoriser leur remplacement par des dirigeants "sudistes"; aggravant ainsi le déséquilibre entre le Nord et le Sud.

Sur le plan militaire elle a alimenté la guerre en multipliant ses interventions, en armant et en soutenant tour à tour les protagonistes. Dès 1963 elle a envoyé ses troupes contre les populations du Logone (une région du sud) en révolte contre la dictature de Tombalbaye. En 1968, elle est intervenue contre le Frolinat (Front de Libération Nationale du Tchad) pour soutenir le même dictateur.

En 1975, quand Tombalbaye est devenu très impopulaire et incapable de défendre les intérêts de l'impérialisme français, celui-ci l'a renversé par un coup d'Etat en faveur du général Malloum, autre dirigeant sudiste. Malloum s'est montré incapable de mettre fin à la guerre et de ramener le calme. En 1978, il est obligé de faire appel au soutien de la France. Celle-ci est intervenue en effet, mais c'était plutôt pour aider Hissen Habré qu'elle a imposé entretemps comme Premier ministre (après avoir obtenu son ralliement au gouvernement de Malloum).

En 1979, peu de temps après son ralliement, Habré a tenté un coup de force, avec la complicité de la France, pour prendre le pouvoir. Sa tentative a échoué et a dégénéré en une guerre entre les forces de Habré et les gendarmes tchadiens. Quant à l'armée tchadienne elle a été neutralisée par l'état-major français. De plus Habré a été soutenu par les partisans de Goukouni amenés en renfort à N'Djaména dans un Transall français.

A l'issue de cette guerre, un Gouvernement d'Union Nationale de Transition (GUNT) dirigé par Goukouni a été formé. Habré en faisait partie en tant que ministre de la Défense. Mais un an après, comme il voulait à

tout prix être président, il est entré en rébellion contre le GUNT avec l'aide des Etats-Unis et il a réussi à le renverser et à prendre le pouvoir. Plusieurs mois plus tard Habré est chassé de ce pouvoir par le GUNT avec l'appui du gouvernement libyen. Mais en 1982, grâce à la complicité de la "force interafricaine" financée par les U.S.A., Habré a pu s'emparer à nouveau du pouvoir.

En 1983 quand le régime de ce dernier est menacé au Nord par les partisans de Goukouni et au Sud par la rébellion des "Codos", la France a fait une nouvelle intervention appelée "Opération Manta" pour le sauver. Cette intervention militaire a dépassé en ampleur toutes les interventions françaises en Afrique depuis la fin de la guerre d'Algérie.

En plus de cette protection, la France a continué à organiser, instruire et armer les forces de Habré. Ces forces ont servi à massacrer les populations du Sud surtout en 1983 et 1984. Dans le même temps le Sud est ratissé par les troupes tchadiennes et centrafricaines appuyées par les forces françaises stationnées en Centrafrique.

Le gouvernement de Habré est rejeté par une grande majorité des populations tchadiennes. Mais la dictature leur est imposée par l'impérialisme français et américain par l'intermédiaire des valets locaux. Et c'est pour défendre cette dictature que la France est intervenue. Elle l'a fait avec une routine acquise à la suite de ses nombreuses interventions en Afrique.

SENEGAL

LE BILAN DE 1985 EST POSITIF SELON DIOUF. MAIS POUR QUI ?

Abdou Diouf vient d'annoncer avec une certaine fierté le "bilan du programme d'ajustement économique et financier" de l'année dernière. Ce bilan est, paraît-il, "positif" puisque selon les dires de Diouf, le produit intérieur brut a augmenté de 3,8 % en 1985 et que le déficit public a connu une "forte diminution" et que la balance commerciale a été "redressée". Bref, on est content là-haut d'avoir réalisé une fois de plus des "bénéfices" sur le dos des petites gens.

Car si les choses vont un peu mieux pour les caisses de l'Etat, c'est parce qu'on a imposé des sacrifices aux travailleurs, notamment en bloquant les salaires des fonctionnaires, en limitant au maximum les embauches dans la fonction publique. Les salaires des travailleurs ont été bloqués mais pas les prix des denrées de base.

Alors le bilan de 1985 n'est pas positif pour tout le monde. Pour les gouvernants, pour les riches commerçants et hommes d'affaires, les affaires ne vont pas mal. Mais pour les travailleurs et les petits paysans qui sont obligés de vendre leurs produits à des prix dérisoires, par rapport à ce qu'ils doivent dépenser pour des produits manufacturés, les choses vont de mal en pis.

Alors, Abdou Diouf peut s'estimer heureux d'avoir imposé l'austérité et la rigueur aux pauvres pour les dépeupler encore plus. A moins que les travailleurs ne lui ôtent ce plaisir en refusant d'être les dindons de la farce.

SENEGAL

CHEIKH ANTA DIOP, LE CHANTRE DU NATIONALISME CULTUREL

La mort du professeur Cheikh Anta Diop le 7 février dernier a été sentie un peu partout dans les pays africains notamment dans les milieux officiels et plus particulièrement au sein des intellectuels africains comme une très grande perte pour l'Afrique.

Les lettres de condoléances et de louanges sont venues des quatre coins d'Afrique pour commémorer la disparition de ce que le journal "Le Soleil" de Dakar appelle "le géant du savoir". Ce journal, à cette occasion, a publié une série d'articles dans plusieurs numéros consacrés aux différents travaux du professeur défunt.

Cheikh Anta Diop était connu notamment grâce à ses travaux sur l'histoire de l'Egypte antique. Une de ses thèses consistait à démontrer la présence de la civilisation nègre dans l'Egypte au temps des pharaons. Ces différents travaux étaient consacrés à ce qu'il appelait "la réhabilitation du monde noir". Il était considéré comme un "savant". Il était directeur de l'IFAN (Institut Fondamental de l'Afrique Noire) où il dirigeait le département de "Carbone 14" pour étudier l'histoire de l'Afrique ancienne.

Il s'était fait aussi une renommée dans la jeunesse sénégalaise pour ses idées politiques. Dans sa jeunesse il avait milité au sein du R.D.A (Rassemblement Démocratique Africain) et plus tard dans la FEANF pour dénoncer le colonialisme. Quand il a terminé ses études à Paris, il est rentré au Sénégal et a créé plus tard le R.N.D. (Rassemblement National Démocratique.)

Son combat politique était axé surtout dans le domaine culturel. Il dénonçait l'aliénation culturelle de l'Afrique et voulait réhabiliter les langues africaines. Cela lui a valu la sympathie de nombreux opposants intellectuels sénégalais et d'une partie de la jeunesse intéressée par les idées politiques et culturelles.

Pendant de nombreuses années son parti a été interdit par Senghor. Cela lui a plutôt rendu service dans une certaine mesure car le fait d'être proscrit le rendait encore plus populaire auprès d'une partie de la jeunesse intellectuelle qui voyait en Senghor un suppôt de l'impérialisme français. Jusqu'en 1982 Anta Diop, malgré ses diplômes était interdit d'amphithéâtre. Le gouvernement avait peur de voir ce professeur s'adresser à des centaines d'élèves à l'université.

Ce n'est que lorsque Diouf prit la place de Senghor que le RND tout comme de nombreuses autres petites organisations furent autorisées. Aux dernières législatives Anta Diop fut élu député du RND. Il refusa de siéger au parlement et céda sa place à son second de la liste Babakar Niang. Peu de temps après, le RND connut une scission.

Jusqu'à la fin de sa vie, les préoccupations essentielles de Anta Diop étaient plutôt d'ordre culturelles. Quand il parlait de l'impérialisme, c'était pour dénoncer l'oppression culturelle de celui-ci sur le continent noir. L'exploitation capitaliste, le sort des petits paysans et des travailleurs n'étaient pas sa préoccupation première. Et ce n'est pas un hasard si c'est essentiellement dans le milieu de la petite bourgeoisie intellectuelle des villes qu'il trouvait sa clientèle politique.

Son "nationalisme culturel" plaisait à ce milieu qui se trouve aujourd'hui affecté par sa disparition. Certes, Cheikh Anta Diop était un grand homme de sciences et bien d'idées concernant la culture qu'il défendait étaient justes. Mais les travailleurs eux, ne pouvaient rien

attendre du combat de Cheikh Anta Diop pour l'amélioration de leur sort.

Les travailleurs ont besoin d'un autre parti et d'une autre politique pour défendre leurs intérêts. Un tel parti ne devrait pas s'arrêter à la dénonciation des méfaits de l'impérialisme dans le domaine culturel mais aider les travailleurs à s'organiser pour détruire le système capitaliste en commençant par balayer le régime en place. Car c'est le système capitaliste qui est le véritable responsable de la misère aussi bien dans le domaine culturel qu'économique.

MALI : LES IMMIGRES VEULENT AMELIORER LE SORT DES VILLAGEOIS

"L'Essor", journal gouvernemental malien, vient de publier un article pour glorifier les actions menées par les immigrés en France. En effet actuellement, ici dans l'immigration malienne, il y a un certain nombre d'associations nationales, régionales et villageoises. Au sein de ces associations il y a beaucoup d'idées qui émergent.

Certaines associations construisent des dispensaires, des maternités, des écoles et creusent des puits pour leurs villages. D'autres ont des projets différents. C'est le cas des ressortissants des villages de Sarayero et de Leya, dans l'arrondissement d'Aourou. Ceux de Souéna ont présenté par exemple un projet de 72 millions de F CFA pour la construction d'un barrage hydro-agricole pour Janvier 1987. Ceux d'Aourou ont décidé l'installation d'une pompe à eau.

Bien sûr, les travailleurs immigrés ont raison de vouloir améliorer les conditions de vie de leurs villages, car le gouvernement précédent aussi bien que l'actuel gouvernement n'ont jamais été préoccupés de leurs sorts. Par exemple dans la région de Kaye, à part la ville de Kayes même, il n'y a ni hôpital ni maternité - mis à part ceux qui sont construits par les immigrés - et encore moins de barrages d'irrigation.

C'est à cause de toutes ces défaillances que les travailleurs immigrés veulent faire quelque chose avec leurs salaires pourtant pas très élevés. Ils veulent tous électrifier leurs villages, construire des dispensaires et des maternités, ouvrir des écoles et faire des petits barrages pour l'irrigation des champs. Cette aspiration est légitime.

Mais le problème c'est qu'à chaque fois qu'il y a des travaux d'utilité collective à réaliser, ce n'est en général pas le gouvernement qui met les mains dans la pâte. Pourtant c'est lui qui devrait faire tous ces travaux. Sinon pourquoi lui verser des impôts chaque année?

Au Mali, tout le monde est obligé de payer les impôts, même ceux qui n'ont pas de revenu. On paye des impôts par tête de bétail. Tout cet argent, en réalité ne sert qu'à engraisser nos dictateurs et leurs familles.



MADAGASCAR

VIE CHERE ET MISERE

La population pauvre malgache vit un véritable calvaire face à la cherté de la vie. Voici un certain nombre d'exemples pour illustrer la montée en flèche des prix des denrées de base.

Le riz (aliment de base des Malgaches) coûtait 125 Frs malgaches le kilo en 1972, 225 Frs en 1985 et cette année il est vendu à 525 Frs dans le marché, alors qu'officiellement le prix est fixé à 300 Frs. Les oeufs coûtaient 5 Frs la pièce en 1965, 50 Frs en 1977 et actuellement le prix s'élève à 200 Frs. Une boîte d'allumettes se vend à 60 Frs. Un simple pantalon qui coûtait 3000 Frs il n'y a pas longtemps coûte aujourd'hui 10.000 Frs. La marmite de fabrication locale coûte 10.000 Frs alors que celle qui est importée vaut 5000 Frs.

Côté salaire, c'est vraiment misérable. Le salaire minimum qui était de 16.500 Frs par mois en 1979 n'est actuellement que de 18.000 Frs. Un quotidien de la capitale, "Midi-Madagascar", a fourni un chiffre sur les dépenses mensuelles d'une personne, réduites au strict minimum. Il estime que pour vivre à la limite des besoins vitaux, il faut 33.580 Frs alors que le salaire minimum n'atteint même pas les 20000 Frs.

Les petits salariés n'arrivent donc même pas à tenir la moitié d'un mois avec leurs maigres salaires. Même ceux qui ont réussi à produire un peu de riz ont été obligés de vendre leur réserve familiale à des spéculateurs. La plupart du temps, ce sont même les élus des villages qui achètent aux petits producteurs leurs récoltes de riz à 70 Frs le gobelet (un kilo = 3 gobelets et demi) pour les faire acheminer vers Antananarivo ou vers Antsirabé où ils les vendent à 150 Frs.

Actuellement, alors que la prochaine récolte est encore loin, les producteurs de riz sont obligés d'acheter du riz pour leur propre consommation à 150 Frs le gobelet. Quant aux régions non productrices de riz, la situation n'est guère meilleure. La sécheresse a frappé cette année encore la partie sud du pays, partie la plus déshéritée.

Des cas de morts de famine ont été nombreux cette année, notamment parmi les enfants. Et la situation ne semble pas s'améliorer. Les pauvres (et ils sont des millions à Madagascar) qui ne bénéficient même pas d'un salaire si maigre soit-il, vont devoir affronter une misère noire. Pendant ce temps-là, les spéculateurs et les gros commerçants, les collecteurs de produits, se font des affaires en or.

Le gouvernement de Ratsiraka, pour avoir les bons offices des banquiers internationaux, n'hésite pas à serrer encore plus la ceinture des pauvres en bloquant les salaires pour soi-disant "assainir" l'économie du pays. C'est ainsi que la monnaie malgache a été dévaluée de 40% depuis que Madagascar est sorti de la "zone franc".

Ratsiraka continue toujours à dire "Madagasikara tsy miandohalika" (Madagascar ne s'agenouille pas), mais depuis quelques années il lorgne de nouveau vers la France. Il serait même en train de négocier un éventuel retour de Madagascar dans la zone franc. Ce serait alors le retour au bercail de la brebis égarée .

Le nationalisme de Ratsiraka aura en tout cas montré une chose, c'est qu'une telle politique n'a non seulement rien à voir avec les intérêts des pauvres, mais en plus l'impérialisme s'en accommode fort bien. Car que ce soit sous régime dit "progressiste" ou sous un régime ouvertement pro-impérialiste, partout ce sont les pauvres qui en font les frais.

MARS 86 :

LE SORT DE LA CLASSE OUVRIERE NE RESIDE PAS DANS LES URNES

Le 16 mars prochain, auront lieu les élections législatives et régionales, en vue du renouvellement de la Chambre des Députés pour cinq ans et des conseillers régionaux. Bien sûr dans ces élections, près de 3 millions de travailleurs immigrés sont exclus, car ils n'ont pas le droit de vote.

Mais dans la campagne électorale, la droite et l'extrême droite n'hésitent pas à parler des immigrés pour les désigner comme des boucs émissaires. Ces partis de droite assimilent les immigrés aux malfaiteurs. Ils les désignent comme responsables de l'insécurité et du chômage en France.

Cette amalgame contre les immigrés entretenue par la droite et l'extrême droite fascisante a pour but de recueillir des voix d'un certain nombre d'électeurs français qui ont des préjugés racistes. Ces partis exploitent ces préjugés-là, dans leur campagne, pour se faire élire.

Mais dans ces élections, il n'y a pas que la droite et la gauche traditionnelle qui se présentent. Il y a aussi des organisations révolutionnaires comme Lutte Ouvrière, le MPPT et la LCR.

Bien sûr qu'on ne les voit pas souvent à la télévision. Mais le peu de temps d'antenne qu'on leur accorde, Lutte Ouvrière par exemple en profite pour dire tout autre chose aux travailleurs, à savoir que ce n'est pas par le bulletin de vote que la classe ouvrière changera son sort, mais par la lutte.

En France comme dans beaucoup d'autres pays capitalistes, les populations sont périodiquement consultées à travers des élections. En France par exemple, c'est tous les cinq ans que la population vote pour le renouvellement des députés et tous les sept ans pour les élections présidentielles. Avant 1981, c'était la droite qui gouvernait le pays. Il y a eu De Gaulle, Pompidou et Giscard. Depuis 1981, c'est Mitterrand.

En réalité, pour les travailleurs, ils ont mené la même politique, celle qui va à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière. Par exemple le blocage des salaires, la diminution des remboursements des frais médicaux, l'octroi des subventions aux patrons, etc, décidés par la gauche au pouvoir.

En France comme ailleurs, les travailleurs, qu'ils aient le droit de vote ou pas, c'est uniquement par la lutte qu'ils peuvent changer leur sort.

PHILIPPINES

la fin d'une dictature

Le dictateur des Philippines, l'homme de l'impérialisme américain, Marcos, a enfin quitté le pouvoir. Il est parti se réfugier aux Iles Hawaï, îles appartenant aux Etats-Unis.

Depuis des mois, le régime de cet homme était aux abois. L'opposition à son pouvoir s'est étendue à toutes les couches de la société. Et les élections

... / ...

présidencielles ont été le coup de grâce que lui ont infligé les partis d'opposition regroupés autour de la personne de Aquino, femme de Ninoy Aquino dirigeant de l'opposition assassiné par l'armée en Aout 1983.

Pourtant, au cours des élections, Marcos a tout fait pour en sortir vainqueur. Il a tout mis en oeuvre pour truquer les élections. Les intimidations, les meurtres, la corruption, ont été organisés par lui et ses partisans avec une fraction de l'armée pour faire reculer l'opposition. Malgré les trucs et les assassinats, le scrutin aurait donné plus de 800.000 voix d'avance à Aquino, la candidate de l'opposition.

Malgré sa défaite flagrante, reconnue y compris par son protecteur Reagan, Marcos a tenté de se maintenir au pouvoir jusqu'à la dernière minute. Il a fallu que l'impérialisme américain retire son soutien à ce régime pourri, parce que le maintien de ce régime pouvait déclencher une crise plus grave pour ses intérêts dans cette région du globe; il a fallu aussi que des membres de son gouvernement, de l'armée et de la police passent ouvertement du côté de l'opposition pour que Marcos se décide à partir.

Toutes ces situations sont créées d'une part par une crise où la majorité de la population est mécontente de la misère, de la dictature et d'autre part par l'extrême corruption qui règne dans ce pays. C'était une situation explosive qui régnait aux Philippines. Et Corason Aquino n'a pas eu du mal à concentrer autour d'elle l'opposition.

L'impérialisme américain a préféré passer le pouvoir à Aquino, candidate de l'opposition bourgeoise plutôt que de continuer à soutenir le pouvoir chancelant de Marcos. Pour le gouvernement américain, mieux vaut une dirigeante de droite que le risque, si la crise s'aggravait, de voir les organisations comme le parti communiste ou les organisations nationalistes radicales prendre la tête du mouvement et faire appel à l'Union Soviétique.

C'est pourquoi le gouvernement de Reagan a lâché Marcos, tout en lui assurant une retraite dorée, et en reconnaissant la victoire électorale et politique de l'opposition.

Maintenant que l'opposition a gagné les élections et a pris le pouvoir, est-ce que cela veut dire que les choses vont changer profondément aux Philippines ? Ce qui est sûr c'est que Aquino est obligé de tenir compte de toute cette vague de protestation.

Pour apaiser le mécontentement, le nouveau gouvernement a pris un certain nombre de mesures. Il a relâché les prisonniers politiques. Et les hésitations concernant la libération de certains dirigeants communistes montrent bien les intentions politiques du nouveau régime. De toute manière Aquino une politicienne bourgeoise, est liée à l'impérialisme américain. D'ailleurs elle a gardé dans son gouvernement un certain nombre de membres de l'ancien régime, y compris ceux qui sont considérés comme des tortionnaires et qui sont passés du côté de l'opposition à la dernière minute.

L'impérialisme et les riches bourgeois ne sont pas mécontents de l'arrivée au pouvoir de madame Aquino. Elle est loin de mettre en cause les intérêts de la bourgeoisie locale et de l'impérialisme. Pour ces derniers elle apparaît comme une personne qui pourrait calmer les vagues de protestations qui secouent le pays.

Le départ du dictateur Marcos et la mise en place du nouveau gouvernement, vont-ils apaiser et calmer le mécontentement ? Peut-être. Mais en tout cas on peut être certain que ce n'est pas un tel régime qui changera le sort des pauvres. Pour ces derniers, les choses ne vont réellement changer que par ce qu'ils sont capables d'imposer par leurs luttes.

CE QU'É NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en caste, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.